Précarisation, répression, injustice : contre la loi Darmanin sur l'immigration !

5 ans après la précédente loi « asile et immigration » du premier quinquennat Macron, le gouvernement récidive avec un nouveau projet de loi « pour contrôler l'immigration, pour améliorer l'intégration ». Avec sa finesse habituelle, le ministre Darmanin promettait d'être « gentil avec les gentils, méchant avec les méchants ». La lecture du projet de loi confirme qu'il compte bien être méchant avec tout le monde !

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant.e.s sont déshumanisé.e.s et n'ont droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension". Alors même que la dématérialisation fait obstacle à l'accès au séjour de nombreux étranger.e.s, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués, y compris ceux des enfants. Le projet prévoit surtout des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient guerre, persécutions, misère ou conséquences du dérèglement climatique... Rappelons que cette politique répressive coûte déjà au bas mot au moins 1 milliard d'euros par an !

Le traitement promis aux personnes migrantes s'inscrit dans la droite ligne du reste de la politique gouvernementale :

- **Précarisation pour tout le monde :** l'illusoire promesse d'une régularisation par le travail est contredite par la menace d'une amende pour les employeurs qui auraient embauché des personnes sans titre de séjour... Cette partie du texte fait écho au projet de réforme des retraites : les personnes migrantes, comme le reste de la population, sont d'abord considérées comme de la main d'oeuvre à mettre au travail.
- **Répression pour tout le monde :** la généralisation de l'enfermement et de l'expulsion pour les migrant.e.s sur la seule base de leur situation administrative rappelle fortement la répression qui s'abat depuis plusieurs années sur les mouvements sociaux et notamment, dans la région, contre les manifestations hostiles aux méga-bassines.
- **Injustice pour tout le monde :** depuis longtemps le droit des étranger·ère·s fait la part belle aux sanctions administratives et marginalise les procédures judiciaires contradictoires. Là aussi cette tendance est générale et s'est accentuée ces dernières années, avec par ex. le Contrat d'Engagement Républicain imposé aux associations et qui permet au préfet de la Vienne d'attaquer Alternatiba à travers la ville et l'agglomération de Poitiers.

La situation des personnes étrangères concerne tout le monde ! Le droit des étranger·ère·s est le laboratoire des politiques réactionnaires en gestation pour le reste de la population ! En minant les droits fondamentaux des personnes les plus vulnérables, ce sont les droits de toutes et tous qui sont attaqués.

Pour en débattre et s'organiser
réunion publique
mardi 21 mars à 20h

salle Timbaud (rue St Paul-Poitiers)

à l'occasion de la journée internationale contre le racisme

avec le soutien de :

100 pour 1 Grand Poitiers, 100pour 1 Vienne, ACAT Poitiers, DNSI 86, Education World 86, La Cimade Poitiers, LDH Châtellerault, LDH Poitiers, Les Amis des Femmes de la Libération, Min' de Rien, RESF 86, Welcome Poitiers
CNT-SO 86, FSU 86, Solidaires 86,
EELV Poitiers Sud Vienne, Gauche Écosocialiste, Génération.s, Jeunesses Anticapitalistes Poitiers, LFI groupe Avanti Popolo, NPA 86, OCL-Poitou, PCF 86,